

# Fiscalité environnementale : les Français partagés entre conscience écologique et rejet de la pression fiscale

Hélène Blake |

Dans un contexte de redressement des comptes publics, la fiscalité environnementale offre un levier d'action pour la protection de la planète tout en créant une marge budgétaire. Elle apparaît toutefois comme un risque politique, l'augmentation de la taxe carbone ayant été un des griefs initiaux du mouvement des « Gilets jaunes ». L'opposition des Français est-elle pour autant irrévocable ?

Une récente étude du CRÉDOC et de l'ADEME tente de répondre à cette question, en analysant comment la fiscalité environnementale et la taxe carbone pourraient répondre aux exigences de justice fiscale et aux besoins d'action publique pour l'environnement. Elle a été réalisée en début 2024 auprès d'un échantillon de 3 545 personnes représentatives de la population Française de plus de 15 ans (hors DROM).

Les résultats montrent que les Français sont largement conscients des enjeux environnementaux et attendent un investissement conséquent de l'État. Mais peu accepteraient d'en faire les frais : une hausse de la fiscalité environnementale ne serait acceptée que par une personne sur cinq. Parmi ceux qui s'y opposent, beaucoup pourraient changer d'avis à certaines conditions mais ne s'accordent pas sur l'usage des recettes. Les uns souhaitent qu'elles soient destinées à la protection de l'environnement, les autres à la réduction des inégalités sociales via des aides ou des réductions d'impôts pour les ménages modestes.

## Un investissement attendu de la part de l'État

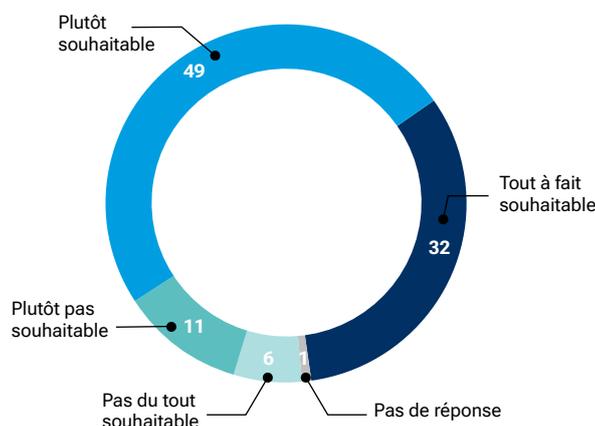
Même si, en 2024, l'immigration, la sécurité ou les risques de pauvreté sont devenus les sujets de préoccupation les plus importants pour les Français, l'environnement reste au cœur de leurs inquiétudes : sur 10 personnes, 4 se déclarent très sensibles aux questions d'environnement, 6 se disent inquiètes des risques liés au changement climatique et la quasi-totalité redoute la dégradation de la biodiversité. Enfin, la responsabilité humaine (augmentation de l'effet de serre, agriculture intensive,

urbanisation...) dans la dégradation de l'environnement fait largement consensus (cf. encadré).

On comprend dès lors que les Français soient prêts en majorité à se plier à des règles collectives et s'accordent sur le besoin d'un effort budgétaire significatif de l'État en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. 82 % sont favorables à la mobilisation de ressources comparables à celles employées pour limiter les conséquences de la pandémie...

### Large consensus pour une mobilisation de ressources comparable à celle de la lutte contre le Covid

« Les pays du monde entier mobilisent ou ont mobilisé des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ? » (réponses en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024.

mie de Covid-19, une proportion qui a peu changé depuis 2021. Ce large soutien s'observe pour toutes les catégories socioprofessionnelles et est particulièrement fort pour les cadres, les professions intellectuelles et les professions intermédiaires.

Les personnes interrogées favorisent d'abord l'investissement dans les énergies renouvelables, le développement des transports en commun et la limitation de l'usage de la voiture, ainsi que la production d'énergie nucléaire.

## Les Français sont toutefois rétifs à faire personnellement les frais de la transition énergétique, rendant la question des financements délicate

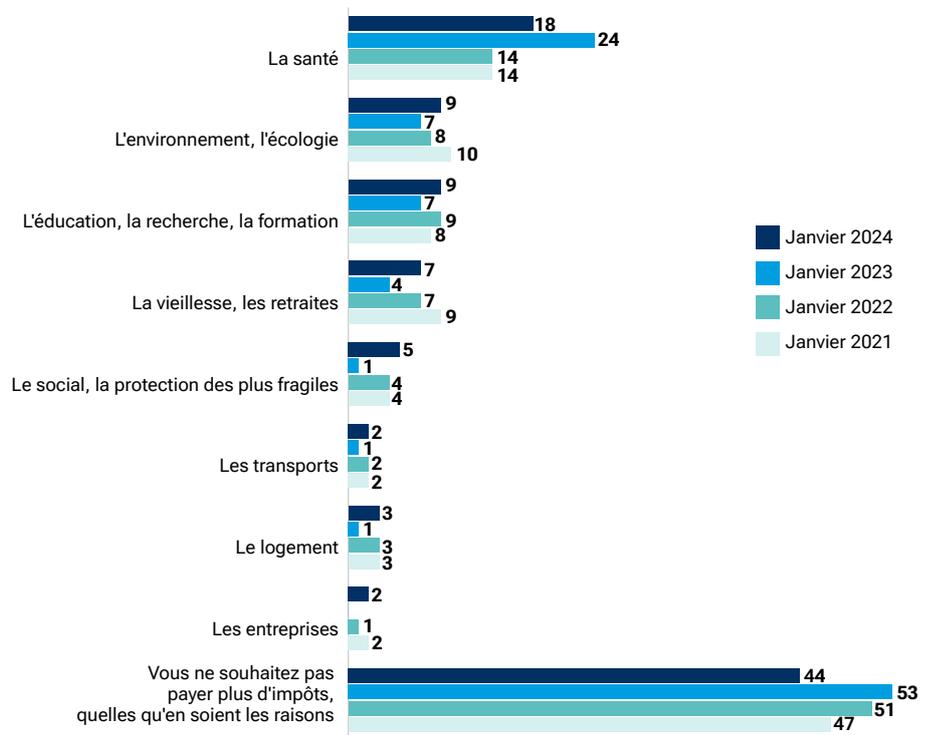
Si les Français sont plutôt d'accord sur le besoin massif de dépenses, les opinions divergent sur la question de qui doit payer. Cela est lié d'abord à une relation ambivalente face à l'impôt.

Pour une grande partie de la population, en effet, un système fiscal plus juste et plus efficace passe par davantage d'impôts, que ce soit une fiscalité plus lourde pour les plus riches (30 %), un élargissement de l'impôt sur le revenu à toute la population (24 %) ou la suppression des niches fiscales (26 %). Au total, seul un Français sur cinq dit qu'il faudrait en général moins d'impôts et de taxes.

Mais en parallèle, 44 % refusent de payer personnellement davantage d'impôts, proportion d'autant plus forte chez les ménages les plus pauvres. Cela reflète notamment le malaise fiscal ressenti par une large majorité des Français, dont plus des trois-quarts (76 %) se déclarent perdants du système sociofiscal. Un sentiment d'autant plus fort chez les personnes âgées et les classes moyennes inférieures. Ce malaise se traduit également par un sentiment de déconnexion vis-à-vis de l'action publique : 58 % de la population se dit confrontée personnellement à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias

### Pour une grande partie des Français, l'environnement n'est pas une cause prioritaire pouvant justifier une augmentation d'impôt

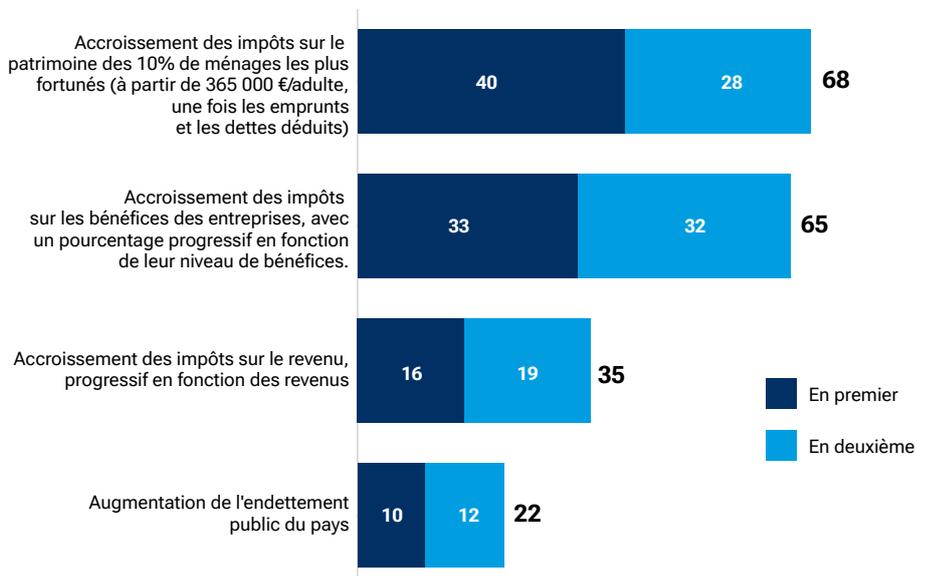
Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêt à payer plus d'impôts ? (en premier) (réponses en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

### Les impôts sur les hauts patrimoines et les entreprises sont privilégiés pour le financement de la transition

« Pour atteindre les objectifs climatiques fixés pour 2030 et viser la neutralité carbone en 2050 (l'équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et leur élimination ou absorption par l'atmosphère), des investissements très importants seront nécessaires dans les prochaines décennies. Différentes modalités peuvent être envisagées pour financer cette transition climatique. D'après vous, quelle solution faut-il privilégier ? » (réponses en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024.

ne voient pas vraiment et 42 % ont le sentiment d'habiter dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics.

Enfin, les personnes qui pourraient accepter de payer un impôt supplémentaire ne mentionnent pas en premier l'environnement, qui passe après la santé, l'éducation et la recherche. Pour les plus jeunes (les moins de 25 ans et les 25-39 ans), elle est la seconde cause de mobilisation, derrière la santé.

Dès lors, les pistes de financement favorisées par les Français pour financer la transition environnementale sont d'abord des hausses d'impôts ciblées, celles qui les affecteront le moins. Seuls 10 % considèrent que le financement de la transition passe d'abord par une augmentation de la dette. Une grande partie (40 %) préconise un accroissement de la fiscalité sur le patrimoine des plus riches et un tiers privilégie une fiscalité progressive sur les bénéfices des entreprises. Le soutien à un impôt sur le patrimoine est partagé par l'ensemble de la population, y compris les personnes avec les plus hauts revenus. En comparaison, 16 % mentionnent d'abord une hausse de l'impôt sur le revenu (12 % chez les plus aisés).

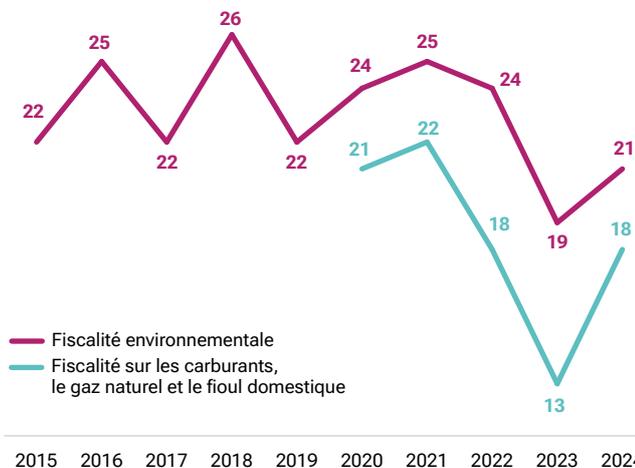
## Pas de consensus sur l'usage d'une hausse de la fiscalité carbone

En janvier 2024, seul un Français sur cinq (21 %) serait prêt à payer davantage de taxes pour la défense de l'environnement. Une part similaire (18 %) accepterait de payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestiques pour lutter contre le réchauffement climatique, soit l'équivalent d'une taxe carbone. Cela représente un clair rebond depuis l'année 2023, marquée par une forte inflation et une baisse de pouvoir d'achat.

Ces évolutions pourraient-elles conduire à une majorité de trois Français sur cinq prêts à payer une hausse de la taxe carbone ? Oui, à première vue, si les 18 % de contribuables disposés à payer cette taxe sans conditions étaient rejoints par les 39 % qui y sont opposés mais sont prêts à changer d'avis si l'usage des recettes leur convenait. Toutefois, les

### L'acceptation d'une fiscalité environnementale et fiscale reste basse

« Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt(e), vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? » (réponses en % de « oui »)



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024.

### Une inquiétude largement partagée

Toujours plus fréquentes dans l'actualité mondiale et dans la vie quotidienne des Français, les questions environnementales génèrent des préoccupations et des jugements largement partagés :

- 60 % se disent inquiets des risques liés au changement climatique
- 92 % estiment que la dégradation de la biodiversité aura un impact soit sur eux-mêmes (60 %), soit sur les générations futures (32 %)

La responsabilité humaine dans la crise environnementale fait largement consensus :

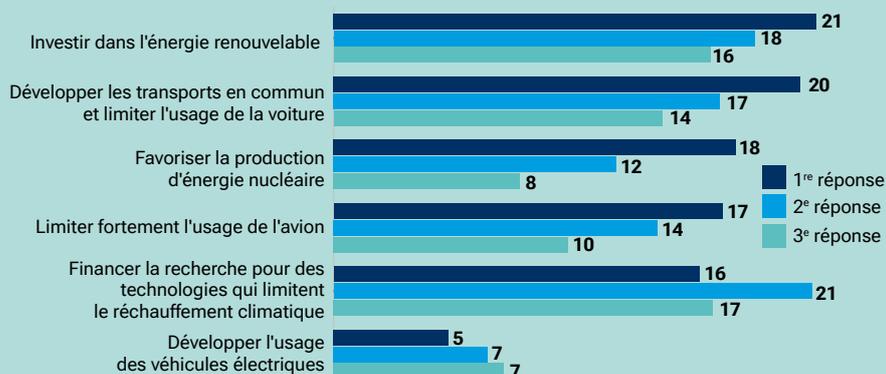
- 78 % des Français en 2024 s'accordent à dire que la multiplication des catastrophes naturelles (inondations, tempêtes, canicules...) est liée l'augmentation de l'effet de serre, soit une proportion comparable à celle il y a 20 ans.

Le recours à l'agriculture intensive ainsi que l'extension urbaine sont également considérés comme des facteurs aggravants pour respectivement 76 % et 88 % de la population.

Les moins de 25 ans sont les plus inquiets, que ce soit face à la dégradation de l'environnement (un tiers des plus jeunes la mentionnent dans leurs sujets de préoccupations, contre un quart de la population), aux conséquences du changement climatique (65 % contre 60 % en population générale) ou à l'atteinte à la biodiversité.

### Priorité aux énergies renouvelables, aux transports en commun, à la limitation de la voiture et à l'énergie nucléaire

Selon vous, quelles devraient être les priorités des pouvoirs publics ? (3 réponses maximum. En 1<sup>er</sup>, 2 et 3) (réponses en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024.

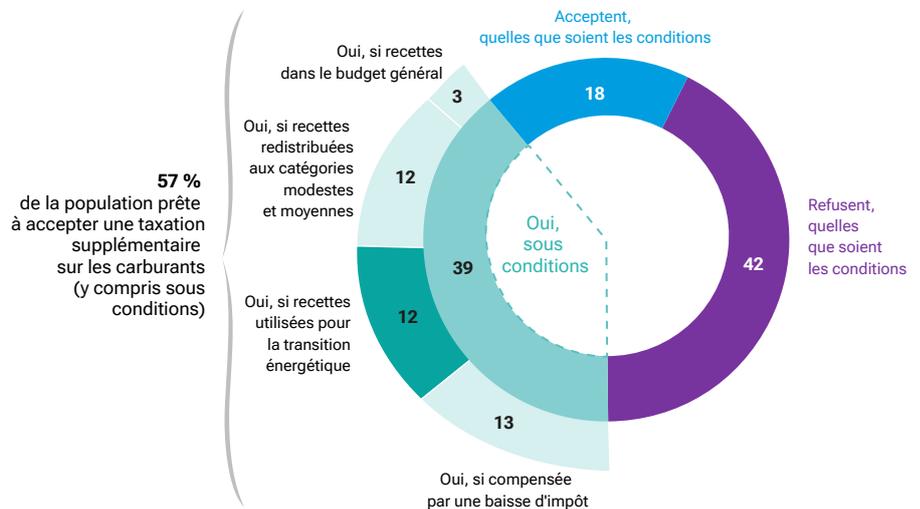
attentes divergent et rendent difficile un tel scénario. Les uns (12 %) restent dans une optique environnementale en souhaitant que les recettes financent la transition énergétique; une condition le plus souvent formulée par les catégories supérieures. Les autres souhaitent une redistribution soit sous la forme d'une baisse d'impôts (16 %), soit, dans un souci de réduction des inégalités, sous la forme d'un crédit ou d'une baisse d'impôt pour les plus modestes (14 %). Les classes moyennes inférieures privilégient cette dernière option.

## Méthodologie

Cette note a été élaborée à partir de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CRÉDOC. La vague d'enquête de janvier 2024 a été réalisée du 20 décembre 2023 au 15 janvier 2024 en ligne, auprès d'un échantillon de 3000 individus représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus. Les questions présentées ici ont été financées par l'ADEME pour leur rapport annuel sur la fiscalité environnementale.

## La majorité de la population accepterait une augmentation de la taxe carbone mais aucun consensus n'apparaît sur les conditions à remplir

Réponses aux questions : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? » et « Seriez-vous prêt à modifier votre position si... » (réponses en %)



Champ : population totale.

Source : CRÉDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, décembre 2023-janvier 2024.

## Pour en savoir plus

- « Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2024 », CRÉDOC, ADEME, 2024.
- « Les représentations sociales du changement climatique - 25<sup>e</sup> vague du baromètre l'opinion des Français et des élus locaux », Daniel Boy, ADEME, novembre 2024 OPINIONWAY.
- « Le regard des Français sur l'environnement et la nature des actions à mener en 2022 », Jörg Müller, CRÉDOC pour l'ADEME, 2022.
- Effective Carbon Rates 2023 : Pricing Greenhouse Gas Emissions through Taxes and Emissions Trading*, OECD Series on Carbon Pricing and Energy Taxation, Éditions OCDE.
- « French attitudes on climate change, carbon taxation and other climate policies », T. Douenne et A. Fabre, *Ecological Economics*, vol. 169. 2020,
- « Fighting climate change: International attitudes toward climate policies », A. Dechezleprêtre et al., *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 1714, Éditions OCDE, 2022, <https://doi.org/10.1787/3406f29a-en>.

Directeur de la publication : Christian Tardivon

Rédacteur en chef : Yvon Rendu

Relations publiques et presse : Jörg Müller | 0140778532 | E-mail : muller@credoc.fr

CRÉDOC, 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris | Commission paritaire n° 2193 | AD/PC/DC | www.credoc.fr

Design graphique : Marlène Dorgny | Mise en page : kit-de-com.fr